

Conférence de Presse
Intervention de Mme le Maire

lundi 11 mars, 15h

Nous avons souhaité, mon équipe et moi-même, revenir sur le déroulement du dernier conseil municipal et plus particulièrement le comportement inqualifiable de l'opposition qui, une fois de plus, a préféré quitter la salle plutôt que d'affronter jusqu'au bout un ordre du jour particulièrement important pour la vie de notre cité.

Faut-il encore le souligner, c'est une bien curieuse façon d'envisager leur mission d'élu au sein de cette assemblée. Il est visiblement plus simple de constamment chercher à se victimiser dans la presse, en ressassant toujours les mêmes approximations, les mêmes mensonges, les mêmes sous-entendus, les mêmes outrances, les mêmes attaques personnelles dignes du caniveau, que de proposer une véritable alternative aux choix qui sont les nôtres.

C'est aussi une façon de déprécier le rôle de l'enceinte municipale où les risques sont grands pour ces donneurs de leçon compulsifs d'être contredits ou mis en difficulté, comme on l'a vu, vendredi soir, avec les interventions brouillonnes, bruyantes et hors sujet de M. Vinuales ou de M. Rebollo. Mais, ne nous y trompons pas, les petites méthodes ne font pas les grands hommes !

Ce dévoiement volontaire et systématique de la parole publique est le signe d'un cynisme absolu. Il consiste à abaisser sans vergogne cette parole pour répondre aux rancœurs ou aux aspirations d'une coalition d'intérêts où la morale et l'action municipale sont inexistantes ou réduites à la portion congrue.

Et cautionner de telles pratiques ne vaut guère mieux. Le calcul électoral, la stratégie permanente, les petites trahisons, les alliances contre nature et toxiques ne font que contribuer un peu plus à la défiance grandissante de nos concitoyens envers la classe politique.

Que Mme Omnès et surtout M. Vinuales s'affichent aux côtés de M.

Artiganave, qu'ils l'adoubent ainsi en grand patron de cet assemblage pour le moins bancal et plombé par la haine que tout ce beau monde se voue, est à ce titre particulièrement choquant, même à l'approche de l'échéance municipale. La fin justifie-t-elle de tels moyens ?

C'est profondément indigne et irresponsable venant de personnes qui sont dépositaires, fût-ce par défaut, d'un mandat public. Mais c'est malheureusement dans l'air du temps et cette opposition-là témoigne en la matière d'une complaisance aussi détestable qu'indécente, par ses méthodes et son manque flagrant d'envergure. Comme sont particulièrement malsaines leurs incessantes attaques des services de l'Etat, dernièrement Mme l'Architecte des Bâtiments de France qui a été victime des sous-entendus de Mme Omnès sur son impartialité ; de même que les multiples tentatives de M. Artiganave d'instrumentaliser le contrôle de légalité pour s'introduire dans le débat municipal. C'est tout simplement consternant !

A défaut de véritable opposition, nous sommes, je le répète, en présence d'une coquille vide en matière d'ambitions ou de projets pour notre cité. Son seul but est de détruire, conspuer et salir en s'attaquant non pas à notre projet politique mais aux personnes qui dans la majorité municipale ont le courage d'assumer leurs choix. Des choix parfois difficiles mais indispensables pour relever notre ville de la situation dans laquelle nous l'avons trouvée, sur le plan financier, économique et patrimonial. Et là, toutes les charges révisionnistes de M. Artiganave n'y suffiront pas pour effacer ce triple échec des mémoires de nos concitoyens. Notre gestion porte ses fruits, c'est bien ce qui aujourd'hui le fait enrager, le rend à ce point fébrile.

Un travail d'équipe dans le sens de l'intérêt général et du bien commun que certains parmi les membres de la majorité n'ont pas su ou voulu assumer jusqu'au bout. Chacun est libre de ces loyautés ou déloyautés mais là aussi vouloir, comme M. Vinuales, se désolidariser de façon très sélective de plus de quatre années de décisions collectives, c'est un peu court. Cela témoigne d'une instabilité inquiétante lorsqu'on entend briguer un fauteuil qui demande avant tout humilité, détermination et désintéressement.

Ce fauteuil, faut-il le préciser, n'est ni une fin en soi, ni un divan. Les postures, les cris et les petites phrases ne font pas le débat. A contrario, une bonne connaissance des dossiers, cela aide quand même un peu pour s'imposer dans une arène qui ne tolère aucune approximation comme, l'autre soir, son ignorance du budget de l'EPIC, le chiffrant à 750 000 euros alors qu'il a été de 800 000 euros en 2016 et qu'il s'élève annuellement à 1 million d'euros depuis, c'est-à-dire ces trois dernières années. C'est assez étonnant venant de l'ancien adjoint au tourisme, à ce titre vice-président de l'office de tourisme. Mais, c'est, il vrai, assez symptomatique de son passage parmi nous, malheureusement.

Ne nous reproche-t-il pas aujourd'hui de brader notre patrimoine, en vendant les bancs de la Grotte, je vous le rappelle, aux estimations des domaines, soit potentiellement plusieurs millions d'euros, tout en affirmant, avec le plus grand sérieux, qu'il serait finalement plus judicieux, de céder ces mêmes bancs à leurs actuels locataires pour l'euro symbolique ? Faire rentrer 66 euros dans les caisses de la ville sur une durée pouvant aller jusqu'à un siècle, voilà un très beau projet ! Mais, il l'a dit lui-même en séance publique, il « pense d'abord aux commerçants » et à leurs intérêts, qu'importe si les Lourdaises et les Lourdais sont au final les dindons de la farce. Un cas d'école pour nos futures élites qui fréquentent les écoles de commerce, sans doute...

Nous étions certes habitués aux rodomontades et autres pitreries navrantes dont M. Rebollo abreuve les Lourdaises et les Lourdais depuis plus de 20 ou 30 ans, avec cette faculté rare de prestement retourner sa veste selon les opportunités ou la promesse d'un siège d'adjoint. Eh bien, il lui faudra désormais compter sur le registre de l'outrance, de la caricature et de la surenchère avec une concurrence qui risque d'être particulièrement rude. N'en doutons pas une seule seconde, « dans ce climat général, infecté par les mensonges et les haines que véhiculent les réseaux sociaux », je me permets de citer Alain Juppé, la calomnie et le mensonge ont encore de beaux jours devant eux !

Ce dernier conseil nous avait été vendu comme une séance de haute lutte, la mère des batailles, par ces mêmes réseaux sociaux et un média

d'opinion en ligne en passe de devenir l'organe officiel de M. Artiganave et consorts, et cela après l'avoir vomi, pour reprendre une expression imagée de M. Vinuales. On allait voir, ce qu'on allait voir. Car, au comble de cet effet d'annonce, nous apprenions, sans rire, que l'opposition avait travaillé. Enfin! Il n'est jamais trop tard, me direz-vous. Et cela n'a bien entendu rien à voir avec le fait que, à un an des élections municipales, certains d'entre eux, tels des derviches tourneurs, écument depuis bien longtemps déjà les listes potentielles pour se caser ou se recaser. Nous sommes priés de le croire.

L'attention s'est donc focalisée sur le protocole de vente des bancs de la Grotte et les tentatives d'obstruction et de troubles qui ont été, en matière de débat, la seule ambition réellement affichée par l'opposition ce soir-là. Car débat, il y a bien eu et cela durant presque une heure. Chaque membre de l'opposition qui a souhaité s'exprimer a pu le faire. Sauf bien entendu, et conformément à l'article L2131-11 du CGCT, Mme Omnès et M. Artiganave, qui sont locataires de ces bancs au titre de leur famille respective. Cela ne garantit malheureusement ni la qualité des questions, ni n'oblige à une compréhension poussée du dossier, à commencer par le fait que nous votions ce soir-là le principe de cette vente et rien d'autre. Mais que ne ferait-on pas pour satisfaire un auditoire en pâmoison ?

L'opposition était là essentiellement pour se donner en spectacle le temps d'une délibération qui leur semblait opportunément porteuse en termes de désordre et de retombés électorales. La majorité, elle, était là pour travailler et entériner une décision capitale dans notre volonté de redynamiser notre ville.

Pour rappel, le commerce de la zone touristique représente près de 200 boutiques. Parmi ces 200 magasins, nous comptons 66 bancs qui bénéficient depuis plus d'un siècle d'un statut extrêmement favorable, avec des loyers particulièrement modiques. Un déséquilibre anormal et un frein au développement d'un commerce qui doit savoir s'adapter pour répondre aux évolutions de notre fréquentation et à ce que sont en droit d'attendre désormais nos visiteurs du point de vue de l'accueil et du choix. Mais, j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion d'expliquer tout cela, je

n'y reviendrai pas.

Il n'y a donc eu aucune « confiscation » du débat, aucun « déni de démocratie », juste un gros loupé de l'opposition. Et une sortie qui ressemble plus à une fuite.

C'est bien dommage car deux autres sujets au moins méritaient, de leur responsabilité d'élu, un engagement d'une autre nature que la fuite ou l'esquive, à savoir le traditionnel débat d'orientation budgétaire, l'un des moments parmi les plus importants du calendrier municipal, et la mise en conformité de nos services avec le temps légal de travail.

L'un comme l'autre sont porteurs d'avancées significatives ou décisives. Nous continuons d'améliorer la situation financière de la Ville, n'en déplaise à M. Vinuales qui aurait bien eu intérêt à s'en informer, ne serait-ce que pour mettre à jour ses dossiers et les chiffres pour le moins erronés qu'ils contiennent.

Nous avons également, en concertation avec les syndicats, trouvé un accord juste et mesuré sur le temps de travail, contrairement aux prédictions de M. Artiganave, qui lui, il est vrai, aura été, sous sa mandature, le champion hors-normes de toutes les dérives. Nous n'inventons rien, c'est écrit noir sur blanc dans le dernier rapport de la Chambre régionale des comptes et cela, ne l'oublions pas, fait l'objet d'une procédure judiciaire actuellement en cours.

Ils ont préféré claquer la porte et ce, pour mieux dissimuler leur impuissance à apporter de vrais arguments à ce débat. L'opposition municipale n'avait visiblement pas grand-chose à dire sur la vente des bancs de la Grotte. Quant à connaître la position de ses membres sur le débat d'orientation budgétaire ou sur le temps de travail, c'est bien regrettable mais les Lourdaises et les Lourdais n'en sauront rien, au final.

